

## PROGRAMME DES PERMANENCES DURANT L'AÏD

## Plus de 34 000 commerçants concernés

**Plus de 34 000 commerçants sont réquisitionnés pour assurer la permanence durant les jours de l'Aïd El-Adha. Le non-respect de cette permanence expose les commerçants à des sanctions, menace le ministère du Commerce.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - La continuité de l'activité commerciale devra être assurée durant les fêtes de l'Aïd. Du moins un service minimum. Abdelaziz Aït Abderrahmane, directeur général de la régulation et de l'organisation au ministère du Commerce, qui s'exprimait hier au siège de l'UGCAA (Union générale des commerçants et artisans algériens), a indiqué qu'un programme de permanence qui va au-delà des deux jours fériés de l'Aïd a été élaboré. 34 278 commerçants ont été réquisitionnés au niveau national pour être de service durant ces jours.

Soit une augmentation de 54% par rapport à l'Aïd dernier où 15 675 commerçants ont été de permanence. Dans le détail, M. Aït Abdelaziz a indiqué que 5 862 boulangers sur les 21 000 existants sont sur la liste des permanences. 42% de plus que l'Aïd El-Fitr où 3 373 boulangers ont ouvert. 19 751 commerçants activant dans l'alimentation générale et fruits et légumes seront également ouverts.

Une augmentation de 58% par rapport à la dernière fête où 8 239 commerces de cette filière ont été de service. 407 unités de production et 7 215 autres activités diverses figurent aussi sur la liste des per-



Les commerçants répondront-ils à l'appel du ministère du Commerce.

manences. Le département de Amara Benyounès a mobilisé 2 210 agents de contrôle pour surveiller «le respect de cette opération».

De son côté, le directeur du commerce de la wilaya d'Alger, M. Bouras, a indiqué que la capitale a réquisitionné 4 565 commerçants pour assurer la permanence dont 609 boulangers, 2 500 épiceries et fruits et légumes et 12 unités de production. «Nous avons réquisitionné 284% de plus que l'Aïd El-Fitr», a souligné M. Bouras qui a indiqué que 328 agents sont mobilisés pour contrôler.

Selon le bilan du ministère du Commerce, 135 procès-verbaux d'infractions ont été dressés durant l'Aïd El-Fitr

dernier, à l'encontre de commerçants contrevenants.

Dans ce cadre et sur les 15 675 commerçants réquisitionnés, 15 348 ont assuré

la permanence, soit un taux de 98,64% pour les deux jours. 270 commerçants n'ont pas respecté cette obligation durant le premier jour de l'Aïd, soit 1,70% commerçants réquisitionnés et seulement 57 commerçants durant le deuxième jour, soit 0,36% n'ont pas observé cette permanence. Les contrevenants risquent une amende de 10 millions de centimes, des poursuites judiciaires ou une fermeture administrative des locaux commerciaux pour un délai d'un mois.

Le directeur du commerce de la wilaya d'Alger a indiqué que la loi définissant les conditions d'exercice de l'activité commerciale dans son article 22 stipule que «le commerçant a droit à un mois de congé par an, à un repos hebdomadaire et les jours fériés». «Toute fermeture en dehors de ces périodes définies par la loi est une fermeture illégale», a rappelé M. Bouras. Les commerçants répondront-ils à l'appel du ministère du Commerce ? Wait and see.

S. A.

## IMPORTATION DE PAIN CONGELÉ

## Le démenti du ministère du Commerce

Le directeur général de la régulation et de l'organisation au ministère du Commerce a démenti hier l'information qui a circulé sur une opération d'importation de pain congelé des Emirats arabes unis. «Je démens formellement cette information. Aucun opérateur n'a importé du pain congelé», a souligné M. Aït Abdelaziz, qui a précisé qu'il s'agit «d'une pâte surgelée feuilletée» et que l'Algérie n'a pas besoin de recourir à l'importation du pain. Le ministère du Commerce répond ainsi au président de l'Association de protection et d'orientation du consommateur et de son environnement (Apoce), à l'origine de cette déclaration.

S. A.

## PRISE EN CHARGE DES PERSONNES ÂGÉES

## Les associations proposent une révision du cadre juridique

**La prise en charge des personnes âgées en gériatrie notamment a été, hier, au centre d'une rencontre organisée à l'Institut national de la santé publique. Les spécialistes ont notamment évoqué la nécessité d'axer les interventions sur l'état de santé de cette catégorie fragile de la population. Le mouvement associatif a aussi proposé la révision du cadre juridique.**

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - Les intervenants ont, ainsi, abordé la question d'un programme national pour «les aînés» à travers l'objectif de «bien vieillir en bonne santé». Il s'agit, ainsi, d'assurer à ces personnes ayant besoin de soins particuliers, la prise en charge adéquate, selon les experts présents.

Par ailleurs, le représentant de l'association «Ihcène, SOS 3<sup>e</sup> âge en détresse», le D<sup>r</sup> Belkacem

Maouche, a déclaré hier à Alger que le cadre juridique relatif à la protection des personnes âgées en Algérie est appelé à être révisé et mis en œuvre. Il s'agit de la loi n°10-12 du 29 décembre 2010 qui, selon l'intervenant, contient des définitions «confuses».

Le texte n'est pas suivi aussi de textes d'application, selon les intervenants. Un large débat a ainsi été lancé lors de la journée d'étude sur «l'état des lieux et pro-

positions de prise en charge des personnes âgées», organisée par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

Les présents ont évoqué, par ailleurs, l'idée que la loi ne doit pas insister sur l'aspect pénal, considérant que l'écrasante majorité des enfants prennent en charge leurs parents âgés.

Ils mettront plutôt l'accent sur l'aspect de la sensibilisation et dénonceront les maltraitances dont sont victimes les personnes âgées.

Les médecins évoqueront, pour leur part, la notion de vieillissement réussi. Ceci à travers un vieillissement sain et un mode de vie sain.

Les personnes âgées représentent une population de 3,5 millions recensées en Algérie, soit



Une frange de la société qui a besoin de soins particuliers.

8,3% de la population. Elle représentera plus de 22% de la population globale à l'horizon 2050,

selon les statistiques prévisionnelles du ministère de la Santé.

F.-Z. B.

## ÉLABORATION D'UN SCHÉMA

## DE TRANSPORT NATIONAL

## L'urgence de l'Organisation nationale algérienne des transporteurs

L'Organisation nationale algérienne des transporteurs (Onat) insiste sur l'urgence de la mise en place d'un schéma de transport national et de wilaya. Dénonçant les mauvaises conditions de travail, elle plaide pour l'élaboration d'une instruction ministérielle de gel des lignes «saturées et attribuées sans études».

La raison pour laquelle le secteur baigne dans l'anarchie, estime l'Onat dans un communiqué rendu public. Pour l'Organisation, il est aussi question de doter les équipements de contrôle de sécurité des technologies les plus avancées et accélérer l'application des recommandations des grandes assises nationales du transport, tenues fin 2013. L'Organisation nationale algérienne des transporteurs appelle ainsi le ministre des Transports à régler la situation dans les plus brefs délais.

Synthèse R. N.

## Mounia Meslem annonce une allocation financière

**Un projet de loi élaboré par le ministère de la Solidarité nationale et de la Famille, qui sera prochainement soumis au gouvernement, prévoit l'octroi d'une allocation financière pour les personnes âgées en difficulté.**

C'est la première responsable du secteur, Mounia Meslem, qui l'a annoncé, hier à Alger, à l'occasion de la Journée mondiale des personnes âgées.

La ministre a toutefois précisé que cette aide financière sera calculée suivant les conditions de chaque personne concernée.

Il est aussi question d'une deuxième mesure dans le cadre de ce projet de loi qui porte «sur l'organisation de l'aide à domicile des personnes âgées qui seront maintenues en milieu familial en assurant une prise en charge totale impliquant les soins et les services».

Mounia Meslem, qui évoquait aussi une troisième mesure, a parlé d'«une médiation familiale et

sociale pour le règlement des conflits et problèmes de famille pour le maintien de la personne âgée dans son milieu familial».

Enfin, la même source a cité un programme d'aide aux personnes âgées qui prévoit «des centres de jour et d'autres structures pour l'accueil des personnes âgées».

Pour rappel, «l'Algérie compte 3 millions de personnes âgées dont plus de 2 000 sont hébergées dans des centres relevant du secteur de la solidarité nationale», informe la ministre.

M. M.